

2 Politique

CEEAC/Au terme de la tournée sous-régionale/Trois questions au... ministre des Affaires étrangères

Alain-Claude Bilie-By-Nze : "Notre mission a été très positive"

Propos recueillis par Juste KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

En attendant de faire un compte-rendu exhaustif de son récent périple dans la sous-région au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, président en exercice de la CEEAC, le chef de la diplomatie gabonaise le juge satisfaisant.

l'union. Monsieur le ministre des Affaires étrangères, quels enseignements pouvez-vous tirer au terme de la 2e phase de la tournée sous-régionale que le secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et vous avez entamée depuis quelques jours à travers plusieurs États membres de cette organisation ?

Alain-Claude Bilie-By-Nze : TOUT d'abord, je voudrais vous remercier pour l'opportunité que vous m'offrez de revenir sur cette tournée dite circulaire qui a été diligentée par le président en exercice de la CEEAC, Ali Bongo Ondimba. En effet, le chef de l'État nous a mandatés de transmettre à ses homologues de la sous-région un message et les documents relatifs aux conclusions auxquelles sont parvenus les experts et les ministres des Affaires étrangères, à la suite de la dynamique impulsée par les chefs d'État et de gouvernement au sortir du 16e sommet ordinaire de la CEEAC tenu en mai 2015, à N'Djamena, au Tchad. Ce, d'autant plus que, depuis de nombreuses années, ils étaient arrivés à la conclusion selon laquelle cette organisation sous-régionale est confrontée à de nombreuses difficultés. Et que de ce fait, il fallait la réformer en profondeur. Eu égard notamment au fait que, au niveau de l'Union africaine (UA), un certain nombre de réformes ont été engagées en faisant des Communautés économiques régionales (CER) des piliers de l'intégration africaine. C'est dans cette optique qu'en mai 2015, mandat avait été confié à la présidence du Gabon de porter la réforme de la CEEAC.



Le chef de la diplomatie gabonaise, Alain-Claude Bilie-By-Nze (d). À ses côtés le secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-Mi.

Dans cette perspective, un travail a été initié par mes prédécesseurs avec le concours et le soutien du secrétariat général de la CEEAC. Une initiative poursuivie, amplifiée et adoptée par les experts. Et, ensuite, par les ministres en juillet dernier, à Libreville, lors de la 2e réunion ministérielle du Comité de pilotage de la réforme institutionnelle (Copil-Ri) de la CEEAC.

Ceci pour vous dire qu'au cours de cette tournée, nous avons porté le message du président en exercice de la CEEAC traduisant les résultats consensuels auxquels sont parvenus les experts et les ministres des Affaires étrangères des onze États membres de la CEEAC. Et qu'il est maintenant question que les chefs d'État et de gouvernement se penchent sur ce travail, aux fins de l'adopter éventuellement au cours d'un prochain sommet.

Dans tous les cas, je puis vous dire que partout où nous avons séjourné, l'accueil et l'hospitalité étaient au rendez-vous. Les différents chefs d'État nous ont fait l'honneur de nous recevoir, en tant qu'émissaires du président en exercice de la CEEAC. Tous ont

manifesté leur vif intérêt à accélérer le processus de réformes. Du reste, je saisis cette opportunité pour exprimer, à nouveau, au nom de la délégation qui m'a accompagné durant ce périple, mes déferents remerciements aux chefs d'État pour avoir pris de leur temps et libérer leur agenda en nous recevant. D'autant que certains d'entre eux étaient en tournée à l'intérieur de leurs pays. Ils ont dû l'interrompre pour nous recevoir. Ce qui illustre pleinement leur volonté et engagement à réformer la CEEAC.

Aux cours des différents tête-à-tête que vous avez eus avec les chefs d'État, avez-vous évoqué les problématiques de la monnaie et de la rationalisation des organisations sous-régionales ?

La question de la monnaie est un débat qui a lieu actuellement sur le continent. Celle liée au franc CFA. Mais, je ne peux en dire plus. Vu que les discussions devaient avoir lieu au plus haut niveau, celui des chefs d'État. Vous comprendrez aisément que je ne puis dévoiler le contenu des entretiens que j'ai eus l'honneur d'avoir avec mes différents illustres interlocuteurs, avant

d'avoir rendu compte au président de la République, Ali Bongo Ondimba, qui nous a mandatés. S'agissant de la rationalisation des organisations sous-régionales, c'est le chef d'État camerounais, Paul Biya, qui a en charge de superviser cette thématique. Quoi qu'il en soit, la quasi-totalité des chefs d'État a évoqué cette question. Et aujourd'hui, tous s'accordent à reconnaître qu'il faut rationaliser les organisations sous-régionales. D'autant plus que nous sommes dans l'une des sous-régions les plus riches du continent avec un potentiel humain très important et des ressources naturelles importantes. Il nous faut aujourd'hui aller vers l'intégration.

C'est dire que la rationalisation consiste aussi à faire en sorte que les États de la sous-région ne dispersent plus leurs ressources en termes de contributions dans les différentes institutions sous-régionales dont les missions, quelque part, il faut l'avouer, se recourent. Si bien que, parfois, nous nous retrouvons avec des éléments contradictoires qui s'enchevêtrent. C'est pour vous signaler que, la mission qui nous a été confiée nous a également permis d'évoquer ce sujet et de recueillir les avis et orientations des chefs d'État. En attendant de faire le compte-rendu au président en exercice de la CEEAC, nous pouvons dire que cette mission a été positive et même très positive. Dans ce sens, le président de la République, Ali Bongo Ondimba va consulter à nouveau ses pairs pour s'accorder sur la date de la tenue d'un sommet des chefs d'État et de gouvernement. D'ici là, le secrétariat général de la CEEAC et le ministère des Affaires étrangères vont continuer à travailler main dans la main.

La CEEAC, c'est onze États. Vous n'avez pas été au Congo et en République démocratique du Congo (RDC). À quand votre visite dans ces deux pays ?

Effectivement, nous avions prévu de séjourner dans les onze États membres de la CEEAC. Mais comme vous le savez, les agendas des chefs d'État sont très complexes et difficilement modulables. Ce qui fait que nous n'avons pas pu nous rendre au Congo et en RDC. Mais ce n'est que partie remise.

Gabon-Kenya/Diplomatie

Hermann Immongault présente ses lettres de créance

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'AMBASSADEUR du Gabon au Kenya avec résidence à Addis-Abeba, en Éthiopie, Hermann Immongault, a récemment présenté ses lettres de créance au président de la République de ce pays, Uhuru Kenyatta. Occasion pour le numéro un kenyan d'exalter la coopération entre Libreville et Nairobi. Il s'est réjoui de l'excellence de ses relations et a exprimé au nouvel ambassadeur dans son pays, toute sa disponibilité à œuvrer à leur renforcement.

Cette cérémonie de présentation des Lettres de créance a également permis de faire le point des questions d'intérêt commun. En effet, les deux pays, sous le leadership de leurs deux dirigeants, partagent le même intérêt pour les questions de protection de la faune et de l'environnement, l'écotourisme, l'agro-industrie et la formation professionnelle. Lors de son séjour à Nairobi, en mai 2016, le président de la République, Ali



L'ambassadeur du Gabon au Kenya présentant ses Lettres de créance au chef de l'État kenyan.

Bongo Ondimba, avait procédé, avec d'autres chefs d'État, et son homologue kenyan, à l'incinération de 105 tonnes d'ivoire dans le cadre de la lutte contre le braconnage des éléphants.

À noter que le Gabon et le Kenya entretiennent d'excellentes relations diplomatiques depuis plusieurs décennies. Des relations soutenues par les liens d'amitié et de fraternité

qui lient les deux chefs d'État, Ali Bongo Ondimba et Uhuru Kenyatta

En outre, au-delà des relations d'amitié, le Gabon et le Kenya entretiennent des liens de coopération sur le plan bilatéral et multilatéral, soutenus notamment par un accord dans le domaine du transport aérien signé le 20 mars 1997, à Nairobi.

Rappelons en outre que Hermann Immongault a été nommé le 12 avril 2018 en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Gabon auprès

de l'Éthiopie, du Kenya, de la Tanzanie. Il est également représentant permanent auprès de l'Union africaine (UA), de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE). La cérémonie officielle de présentation des Lettres de créance du nouvel ambassadeur a eu lieu au State House de Nairobi, en présence de dix autres ambassadeurs.

Communiqué du ministère des Affaires étrangères

Le gouvernement de la République gabonaise a appris avec émotion, le décès de Monsieur Robert Mugabe, ancien président de la République du Zimbabwe. La disparition de cette illustre personnalité est une perte pour l'Afrique.

En cette circonstance particulièrement douloureuse, le gouvernement de la République gabonaise tient à exprimer ses vives condoléances et sa sincère compassion au peuple et au gouvernement zimbabwéens.